

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée

3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



Stop aux dérives des activistes

7

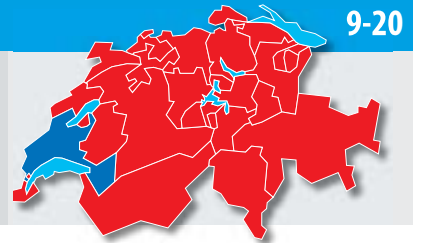
La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton de Vaud

9-20

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Pour un avenir sûr et libre !

Liste 16



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO₂, mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrions faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Ador**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34 % du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67 %. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1 % du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC !

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa

conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch,

www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, « hamac social » compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrants illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a profondément changé la situation de la population suisse dans plusieurs domaines

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

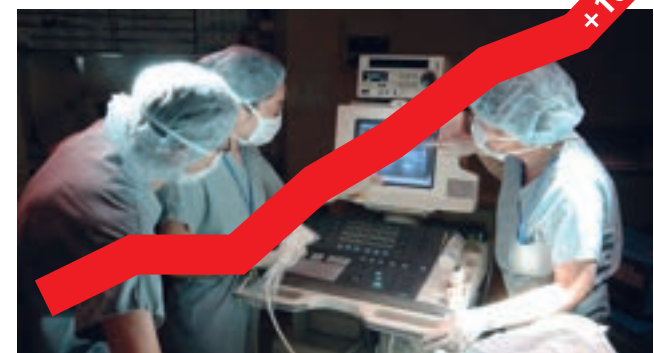
Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

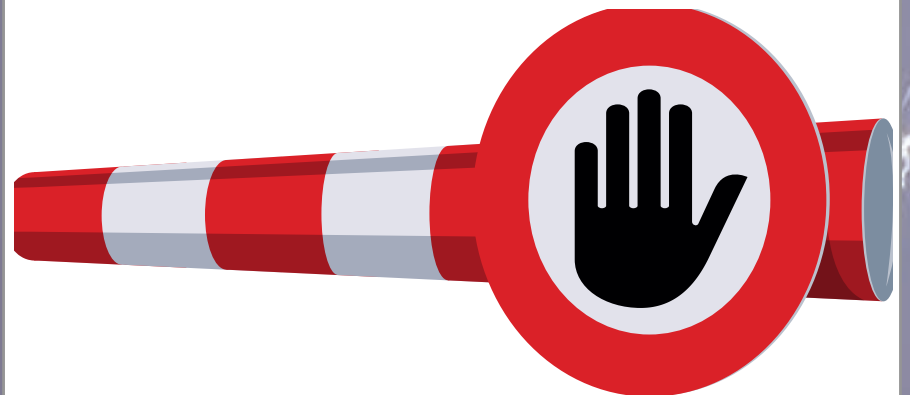
Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Explosion des coûts sociaux

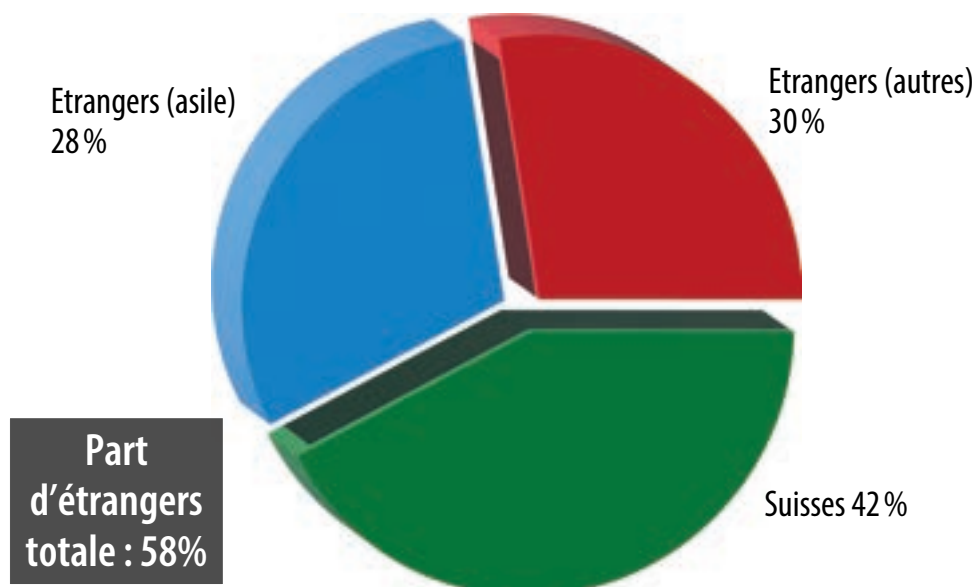
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

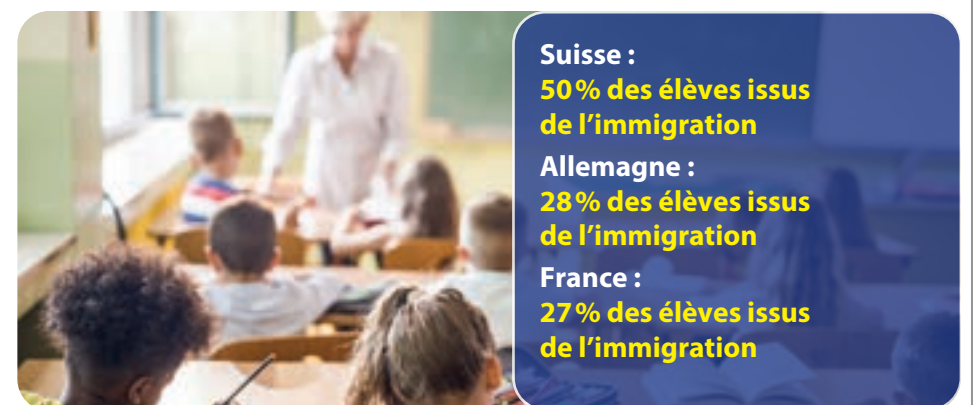
Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Les in

Les heures en l'espace prend aux sur les car la gauche routes. Dan de l'immigr



Source: OFRO

30 années a considérablement péjoré presque tous les domaines :

Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord.

Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Une étude de l'université de Zurich, publiée en septembre 2022, montre que les agressions sexuelles sur les filles dans les classes de secondaire B ont massivement augmenté. Selon le quotidien 20 Minutes, l'auteur de l'étude, Denis Ribeaud, suppose que l'augmentation de la violence est également liée à la forte proportion d'immigrés dans les classes du secondaire B. "Le manque de mixité joue sans aucun doute un rôle", a également déclaré M. Ribeaud dans une interview accordée à la SonntagsZeitung. "Lorsque les normes à caractère patriarcal dominant dans une école, comme c'est souvent le cas dans les milieux immigrés, certaines attitudes vont de pair".

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Berne fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

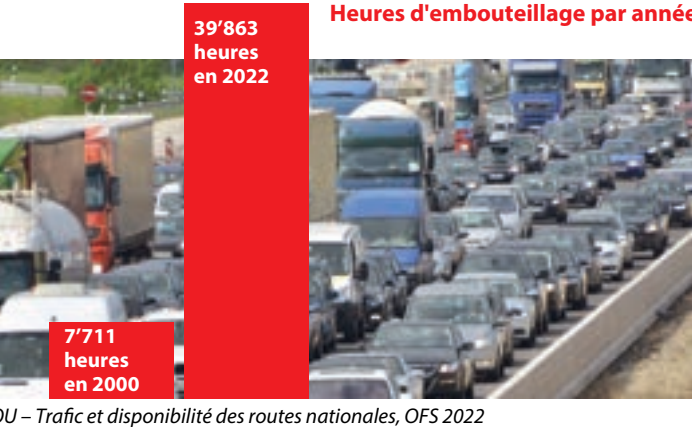
71 % des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers. En Europe : 15 %

56% des homicides sont commis par des étrangers. Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.

57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile. Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.

Infrastructures sont asphyxiées

Les embouteillages sur les routes ont été multipliés par cinq en 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en fait pour les automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment pour les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, les écologistes et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos routes. Les transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison d'une demande démesurée.



Perte de prospérité

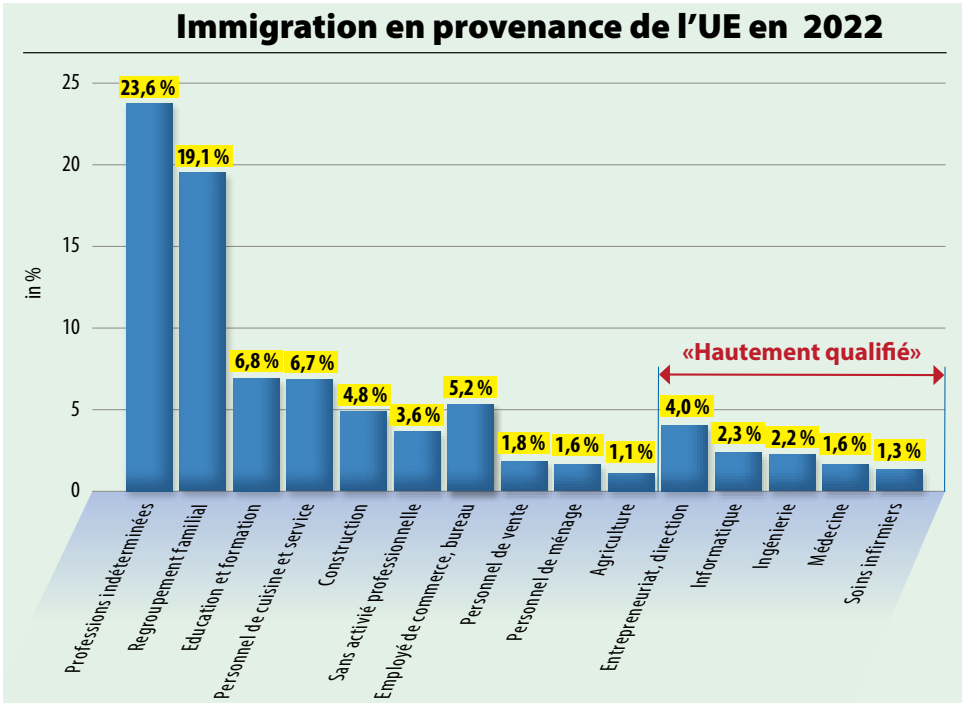
La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas du tout des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référerait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :



Sauvons ensemble notre belle Suisse



Par Jacques Nicolet, agriculteur, conseiller national et président de l'ASSAF, Lignerolle (VD)

En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger.

C'est pourquoi l'initiative de durabilité « Pas de Suisse à 10 millions » a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.



Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



Manfred Bühler, conseiller national, maire, président UDC Berne, avocat, Cortébert (BE)

En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d’asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d’asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s’améliorer qu’en supprimant la possibilité de déposer des demandes d’asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aargau (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d’Aargau (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d’asile ?
Non ; avec le centre d’hébergement cantonal pour demandeurs d’asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n’avons pas l’intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d’asile devez-vous prendre en charge et combien d’entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d’asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s’ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d’entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l’asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d’entre eux et l’admission provisoire à 20 % d’autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l’aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l’aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l’aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d’autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l’argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d’un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25’000 francs par mois. Lorsque l’APEA (Autorité de la protection de l’enfant et de l’adulte) intervient, et c’est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l’heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l’école. Lorsqu’il y a un placement à l’extérieur, nous parlons de coûts entre 7’000 et 15’000 francs par mois et par enfant. C’est l’autorité de protection de l’enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d’asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c’est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n’ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n’attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s’ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l’aide sociale.

Dans de nombreuses écoles, il n’y a pratiquement plus d’enfants qui ne sont pas issus de l’immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d’été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d’allemand lorsqu’ils entrent au jardin d’enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d’entre eux ont besoin d’un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d’innombrables études qui prouvent qu’à partir d’un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n’est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d’asile et d’immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d’asile. Qu’entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n’aurait pas une seule demande d’asile. Mais aujourd’hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu’ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d’autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d’asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l’industrie sociale de l’asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l’aide sociale dans le canton d’Argovie (tous les montants sont exonérés d’impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26’472.00 CHF
	Logement	16’800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3’500.00 CHF
	Quote-part	2’100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d’intégration/occupation	7’200.00 CHF
	Cours de français	3’500.00 CHF
	Primes LAMal	11’920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2’200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4’800.00 CHF
--	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

	75’963.00 CHF
--	----------------------

Chaos de l’asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d’argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu’au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l’insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l’UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d’asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d’asile arrivent dans notre pays avec l’aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d’immigrés en quête d’asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l’aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l’aide sociale originaires d’Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s’élève aujourd’hui à plus de 38’000 personnes. Le taux d’aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d’Afrique, d’Afghanistan, du Proche-Orient, etc. Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d’Afrique, d’Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c’est-à-dire à nous. Et il ne s’agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s’ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème vote UDC le 22 octobre



2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s’ajoutent aux 4 milliards) !
Cela représente 450 francs d’impôts par personne et par an (ou 1’800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l’asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

pays sûrs et choisissent leur terre d’asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d’origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l’asile se manifeste également dans l’application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65’126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d’entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l’asile !

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« L'idéologie du genre » s'imisce de plus en plus dans la politique

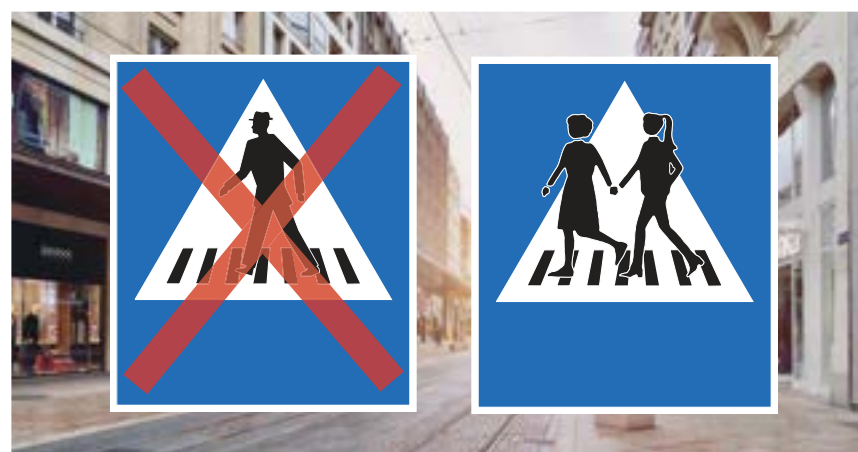
Une excroissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s » ; « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là. »

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans le mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49 % net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10 % au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31 % depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20 % des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-alimentation ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

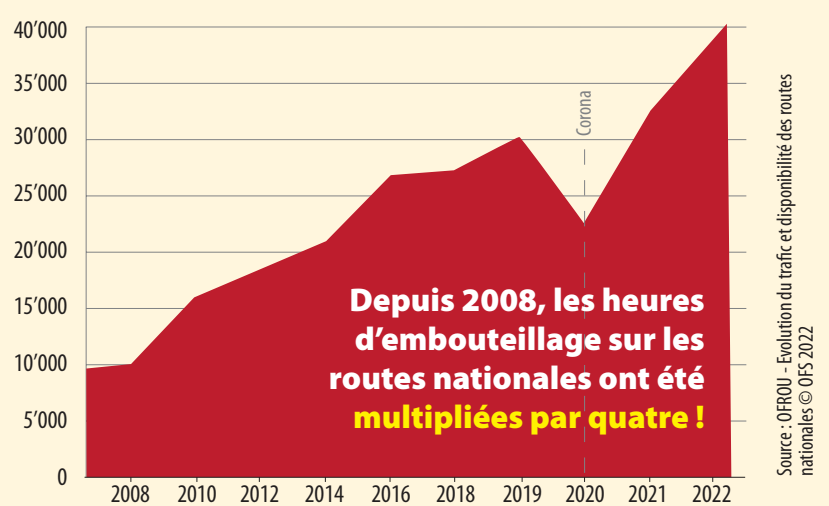
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 – 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours



Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ? (01.)

- ☐ 180'000 = Vo
☐ 90'000 = Re
☐ 150'000 = Mi



A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ? (02.)

- ☐ 1 Mrd = i ☐ 2,5 Mrds = p
☐ 4 Mrds = t



Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ? (03.)

- ☐ Expulser les criminels étrangers = l
☐ Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e



Quel est le but des théories du genre ? (04.)

- ☐ Une mise sous tutelle politique = z
☐ Une meilleure orientation = p

Quel est le slogan électoral de l'UDC (05.)

- ☐ Pour un avenir sûr et libre = U
☐ Pour un avenir libre et sûr = M



Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ? (06.)

- ☐ Malheureusement aucun = EN
☐ Déjà 2 = DC

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- ☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- ☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- ☐ Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- ☐ Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- ☐ Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- ☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- ☐ Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- ☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

(01.) (02.) (03.) (04.) (05.) (06.)

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

www.udc.ch



ÉDITION SPÉCIALE

de l'UDC du Canton de Vaud | www.udc-vaud.ch



C'est le dernier moment pour préserver la Suisse !

En 2022, la Suisse a enregistré une immigration nette d'environ 180'000 personnes, dont 24'511 demandeurs d'asile et 74'959 Ukrainiens qui ont demandé le statut S. Beaucoup d'entre eux vivront de l'aide sociale suisse et profiteront des largesses de notre système.



Michaël Buffat

Conseiller national, membre de la Commission de l'économie et des redevances (depuis 2023), ancien membre de la Commission des institutions politiques (2015-2023). Vice-président du Groupe UDC aux Chambres fédérales, membre de la Direction de l'UDC Vaud, conseiller financier indépendant.

Nous nous trouvons au commencement d'une énorme crise migratoire. Celle de 2015 n'était qu'un avant-goût de ce qui attend la Suisse dans les mois à venir. Avec le statut de protection pour les personnes en provenance d'Ukraine, la Suisse accorde un droit de séjour « temporaire » à potentiellement plus de 40 millions de personnes, ceci sans grandes formalités et en dehors du système Dublin.

A ce stade il est légitime de se demander si les bénéficiaires de ce droit de séjour temporaire repartiront. Pourquoi ? Parce qu'après cinq ans passés « temporairement » en Suisse, l'autorisation de séjour est automatiquement accordée. De surcroît, il est possible que ces personnes déposent une demande d'asile ordinaire à tout moment. Il semble que l'accueil dans notre pays de personnes en quête de protection entraîne une réaction en chaîne et que de plus en plus de personnes, y compris en provenance d'Afrique et du Proche-Orient, se mettent en route vers l'Europe.

Cette pression migratoire, nous la ressentons également à nos frontières orientales, où plus de 52'000 personnes clandestines, principalement originaires d'Afghanistan et d'Afrique du Nord, ont été interceptées rien que cette année. Bien qu'elles ne déposent pas de demande d'asile en Suisse, il s'agit véritablement d'une bombe à retardement en matière de politique de sécurité.

La Suisse est à bout de souffle

En raison de cette immigration démesurée, la Suisse est à bout de souffle. Pensons à nos écoles ou à notre système de santé. 180'000 personnes

sont arrivées en 2022 en Suisse, autant d'habitants supplémentaires vivant en Suisse consomment l'électricité produite par environ 400 éoliennes supplémentaires. De plus en plus de cantons sont obligés de construire des cités de containers ou de mettre en service des abris de protection civile, car nos limites en matière d'hébergement de logement sont dépassées.

Personne ne connaît vraiment les coûts engendrés par cette politique de l'asile dans le domaine de la santé et de l'intégration des étrangers. Rien que pour l'aide sociale, la Confédération et les cantons dépensent des milliards. Trop, c'est trop ! Il faut réduire la pression migratoire sur la Suisse. Le statut de protection doit être désactivé le plus rapidement possible, afin que nous puissions revenir au système d'asile ordinaire, qui comprend l'examen des cas et les renvois prévus par le protocole Dublin.

En réalité, même le système d'asile ordinaire doit être repensé. En effet, avec « l'admission provisoire », nous accordons de fait un droit de séjour à des milliers de personnes, bien qu'elles ne soient pas considérées comme des réfugiés selon la Convention de Genève

sur les réfugiés. Laissons-nous inspirer par la Grande-Bretagne qui souhaite mener les procédures d'asile à l'étranger, comme le Rwanda par exemple. Si elle y parvient, la pression migratoire diminuera probablement massivement en très peu de temps.

L'aide sur place est considérablement plus efficace

L'aide sur place est toujours la meilleure et la plus ciblée. Premièrement,

elle permet d'aider tout le monde et pas seulement les jeunes hommes qui ont réussi à entrer en Suisse après un long et périlleux voyage. Deuxièmement, avec l'argent dépensé ici pour un seul « réfugié », nous pouvons aider un bien plus grand nombre de personnes dans les pays d'origine ou dans une région voisine. Et troisièmement, cette solution est également préférable pour les pays concernés.

L'immigration a des effets catastrophiques partout en Suisse :

- Cette immigration met à mal nos infrastructures. Un petit pays comme la Suisse ne peut pas continuer à absorber continuellement plusieurs dizaines de milliers d'immigrés chaque année.
- Ces nouveaux arrivants impactent de manière négative le marché du logement où la pénurie se profile, nous forçant également à bétonner encore plus notre pays.
- Nous devons construire des infrastructures supplémentaires comme des hôpitaux ou des écoles.
- Nos routes sont surchargées. Nous perdons des milliers d'heures dans les bouchons, qui ont doublé en 10 ans !
- L'immigration des 20 dernières années engloutit à elle seule autant d'électricité que la centrale de Gösgen.
- Les immigrés sont proportionnellement surreprésentés dans nos assurances sociales.
- Et si on regarde dans nos prisons, la proportion d'étrangers y est supérieure à 70% !

Pour une défense nationale crédible

Une politique de sécurité saine englobe des aspects aussi divers qu'essentiels : sécurité dans la rue, sur la route ou chez soi, mais aussi sécurité de l'approvisionnement alimentaire et énergétique.



Emmylou Ziehli-Maillard

Emmylou Ziehli-Maillard, membre de l'Etat-major d'une entreprise active dans la sécurité, étudiante en droit, présidente des Jeunes UDC Vaud, ancienne présidente du Conseil communal de Vallorbe, Palézieux-Village.

L'actualité récente rappelle froidement que la guerre appartient à la réalité de notre continent. Alors que les grands partis de gauche réclament encore et toujours l'abolition de l'armée,

il est plus important que jamais de se battre pour une défense nationale crédible, pilier par excellence de la politique de sécurité.

Le succès de la politique sécuritaire suisse ne doit rien au hasard. Il résulte de l'application sage de recettes historiques : une neutralité crédible et efficace au service de la Paix, une armée représentative de la population selon le principe de la milice et des systèmes d'armement modernes, à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle.

C'est aujourd'hui que nous devons donner les moyens à notre armée de jouer son rôle clef pour la défense de notre territoire, de notre Etat de droit et de nos acquis. Car chaque occasion manquée en la matière se paye comptant. Comme le disait Douglas MacArthur, toutes les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard !

Renforcer notre approvisionnement alimentaire

Une plus grande dépendance en matière d'approvisionnement alimentaire conduira à la diminution de la qualité du contenu de nos assiettes et à l'affaiblissement des filières alimentaires de proximité.



Jacques Nicolet

Jacques Nicolet, Agriculteur, 57 ans, Lignerolle, en couple, 4 enfants et 12 petits-enfants. Député au Grand Conseil vaudois de 2008 à 2015 et Président en 2014-2015. Conseiller national depuis 2015 et membre de la commission des finances. Président de l'abattoir régional d'Orbe et Président de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF).

Aujourd'hui déjà, la moitié des denrées alimentaires consommées dans notre pays sont importées et certains milieux s'attaquent encore à l'agriculture, en voulant diminuer la production indigène.

Un affaiblissement de la production alimentaire indigène aurait des conséquences fâcheuses pour nos filières alimentaires de proximité et profiterait surtout aux grands distributeurs, ceci au détriment des consommateurs.

De la fourche à la fourchette

Les maraîchers, les agriculteurs et les familles paysannes sont respectueux de l'environnement, ils cultivent avec sérieux des denrées alimentaires saines et s'occupent de leurs animaux avec grands soins.

Conscients des attentes des consommateurs, les producteurs et les acteurs du secteur alimentaire de proximité s'engagent à fournir des denrées de première qualité.

C'est avec des prix rémunérateurs pour chaque acteur de la chaîne alimentaire, que nous pourrions compter sur ces filières afin de renforcer notre approvisionnement en denrées alimentaires indigènes de première qualité.

En 2017, les Suisses ont soutenu largement l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la Constitution afin de souligner leur volonté d'être servis en produits cultivés ici pour des gens d'ici. C'est un choix économiquement, socialement et écologiquement logique que l'UDC soutient.

Pour une Suisse souveraine dans ses relations avec l'UE

Le succès de notre économie dépend notamment du maintien et du développement des accords bilatéraux. L'UDC s'engage pour la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE, à la condition que la Suisse y maintienne sa souveraineté.



Marco Carenza

Né d'une mère polonaise et d'un père italien, Marco Carenza a 27 ans et exerce en tant qu'avocat. Sur le plan politique, Marco est membre du Conseil communal de Nyon depuis 2015. Il a eu l'honneur de présider ledit Conseil au cours de deux années de législature, soit en 2017-2018 et 2022-2023.

La souveraineté de la Suisse en tant qu'Etat repose sur sa capacité à édicter ses propres règles de droit, en conformité avec son ADN juridique, à savoir notre Constitution.

Or cette souveraineté est menacée par les négociations en cours avec

l'UE, ces dernières risquant de déboucher sur une reprise automatique et sans contrôle démocratique des normes de l'UE.

Une telle situation n'est pas acceptable. Avant toute reprise du droit de l'UE, la Suisse doit conserver la possibilité de refuser cette reprise par les votes du parlement ou de la population. En cas de différend entre la Suisse et l'UE sur l'application des accords, la solution d'un tribunal arbitral neutre peut être envisagée, pour autant que ce tribunal ne soit pas subordonné à la Cour de justice de l'UE. Enfin, la Suisse doit se libérer des clauses « guillottes » menaçant la voie bilatérale en cas de résiliation de l'un des accords qui la constituent.

Être souverain n'est pas une question théorique. Notre Constitution offre à la population d'importants leviers décisionnels que de nombreuses nations nous envient. Seules des relations équitables avec l'UE peuvent protéger nos droits démocratiques.

Pas de prospérité sans énergie fiable et abordable

Une énergie fiable et abordable participe à la prospérité et au bien-être de tous les Suisses. Face aux risques de pénurie et d'augmentation des prix, une politique pragmatique et responsable est primordiale.



L'énergie est à la Suisse ce que le système nerveux est au corps humain. Si le système nerveux dysfonctionne, la société est paralysée et les emplois menacés. Seule l'UDC a tenu bon contre les utopies roses-vertes en matière d'approvisionnement énergétique. (Copyright: UDC Suisse)



Fabrice Moscheni

Député au Grand Conseil Vaudois et Conseiller Communal à Lausanne. Diplômé de l'EPFL et de HEC-Lausanne, il est le directeur d'une entreprise qu'il a fondé et qui est active mondialement dans le domaine de la sécurité. En politique, ses thèmes de prédilection sont les questions énergétiques, la fiscalité, le système de prévoyance ainsi que la santé.

L'énergie est partout nécessaire. Il faut de l'énergie pour se déplacer, pour construire une maison, pour faire la cuisine ... pour qu'un hôpital fonctionne... Sans une énergie

fiable et à prix abordable, notre niveau de vie sera impacté significativement à la baisse.

L'énergie est devenue une des thématiques les plus importantes pour la Suisse. A la transition énergétique qui décartonnera tout ou partie de l'énergie que la Suisse utilise s'ajoute les tensions géopolitiques sur l'approvisionnement énergétique.

Le 18 juin 2023, la Suisse a accepté la « Loi sur le climat et l'innovation ». L'UDC, seule contre tous, a souligné les dangers de cette loi, qui impose une sortie des énergies carbonées d'ici 2050. Or, aujourd'hui, la Suisse dépend à 60% de ces énergies fossiles telles que le pétrole et le gaz. D'ici 2050, il faudra donc au moins doubler la production d'électricité et ceci tout en stoppant nos centrales nucléaires qui représentent 30% de la production d'électricité.

Le Conseil Fédéral a assuré que cette transition à marche forcée n'engendrera pas de pénurie et que les prix ne s'envoleront pas... les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! Il y a malheureusement un grand risque que le niveau de vie de la classe moyenne baisse fortement et que, par exemple, se déplacer en voiture devienne un luxe réservé à une élite.

Pour que l'énergie ne devienne pas un produit de luxe, il s'agit de mettre en place une politique énergétique responsable et pragmatique. Tous les moyens de production d'énergie possibles devront être utilisés. L'énergie nucléaire s'impose comme une source d'énergie à fort potentiel et la sortie de la Suisse du nucléaire doit être rediscutée rapidement.

La prospérité et le bien-être de notre Pays en dépendent !

Protéger les PME qui font la prospérité de la Suisse

La prospérité et le pouvoir d'achat dépendent du formidable maillage de PME qui composent la Suisse et garantissent nos emplois.



Eric Bonjour

Économiste d'entreprise HES, Chef d'entreprise, ancien Député au Grand Conseil et commissaire aux finances. Père de 3 adolescents

Le récent choc monétaire, les pressions étrangères, les initiatives de gauche et les incertitudes nuisibles à l'économie, aux PME, donc à la Suisse, ainsi qu'une vague réglementaire à n'en plus finir, mettent en péril le site économique. La prospérité de la Suisse devrait reposer sur 3 piliers.

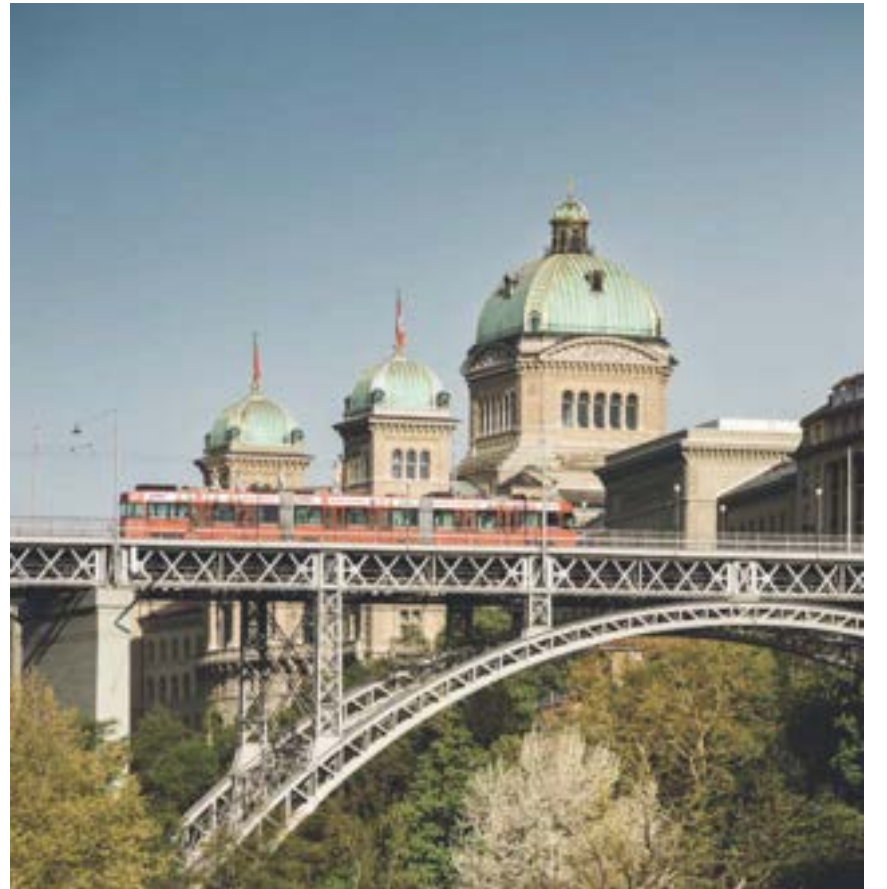
Un, le Conseil fédéral doit assumer avec courage sa tâche d'encadrement économique. Ces mesures devront renforcer durablement les conditions-cadres et préserver les emplois.

Deux, il faut renoncer à toute détérioration de nos conditions-cadres. Les réglementations existantes doivent

faire l'objet d'un examen systématique sous l'angle des effets secondaires négatifs pour l'économie.

Trois, la compétitivité fiscale intercantonale doit être assurée sur le long terme. Cela implique également de renoncer à de nouveaux impôts, tels que celui sur les gains en capital.

Dans toutes ses activités, l'Etat doit systématiquement veiller à maintenir des coûts à un faible niveau pour les entreprises suisses. C'est pourquoi, il faut investir avec discernement dans les infrastructures. La récession possible à venir fait que l'UDC veille à protéger la prospérité des PME.



La Berne fédérale doit à nouveau se préoccuper de garantir des conditions cadres optimales aux PME suisses qui font et assurent la prospérité de la Suisse. C'est pourquoi il est urgent de renforcer l'UDC au Palais fédéral le 22 octobre. (Copyright: UDC Suisse)



Augmentation du prix de l'énergie et des loyers, renchérissement du prix des denrées alimentaires et des produits ménagers. Afin de compenser la perte du pouvoir d'achat, l'UDC plaide pour une baisse des impôts et des taxes. (Copyright: Unsplash)

Baisser les impôts et les taxes pour la classe moyenne

Face au poids de l'Etat et aux taxes toujours plus nombreuses, il est primordial d'alléger la charge fiscale qui pèse sur la classe moyenne.



Philippe Jobin

Député, Syndic d'Echichens, Vice-Président de l'Union des Communes vaudoises (UCV)

Protéger le pouvoir d'achat : la classe moyenne a vu son pouvoir d'achat fondre ces dernières années. Une baisse d'impôts permettrait aux ménages de conserver le fruit de leur travail et de pouvoir choisir comment ils souhaitent dépenser leur argent.

Récompenser le travail : la classe moyenne est composée de gens res-

pensables qui travaillent dur et reçoivent peu d'aide de l'Etat. Réduire la pression fiscale sur ces travailleurs constitue une reconnaissance et favorise la responsabilité, plutôt que l'assistanat.

Soutenir les PME et les indépendants : la classe moyenne représente une source importante d'entrepreneurs et de PME. En réduisant les charges fiscales, nous favorisons l'innovation, la création d'emplois et la croissance économique.

En conclusion, une baisse d'impôts et de taxes pour la classe moyenne en Suisse apporterait des avantages considérables à notre société dans son ensemble.

Il s'agirait d'un juste retour des choses et d'un message clair en faveur de la responsabilité. Je vous encourage vivement à considérer ces arguments et à soutenir notre liste principale.

Halte à l'érosion du pouvoir d'achat !

Avant de penser à la fin du monde, pensons d'abord à la fin du mois ! En cette période d'inflation, l'UDC dit stop aux taxes et impôts qui péjorent le porte-monnaie de la classe moyenne.



Yvan Pahud

Marié, 2 enfants, entrepreneur forestier. Député au Grand Conseil, chef du groupe UDC au parlement vaudois, membre de la commission des finances. Vice-Syndic à la Ville de Sainte-Croix. Président de Lignum Vaud

L'UDC est depuis toujours le parti du peuple et des petites gens.

Notre parti se bat avec vigueur en faveur de cette classe laborieuse qui travaille dur et se lève tôt pour gagner sa vie et terminer ses fins de mois.

Or, l'inflation touche durement nos citoyens avec de multiples augmentations, comme le prix de l'électricité, de la benzine, des loyers, des primes maladies ou des aliments.

L'UDC se bat pour soulager et soutenir nos familles, entreprises, PME, agriculteurs et indépendants qui sont le poumon de notre économie.

Notre parti s'engage pour une maîtrise des prix et contre toutes spéculations et augmentations de prix injustifiées, surtout celles touchant les produits de premières nécessités.

Seule l'UDC lutte concrètement pour la classe moyenne et son porte-monnaie en proposant des baisses d'impôts et taxes et en refusant tout nouveau prélèvement fiscal.

L'UDC se battra de toutes ses forces pour que les Suisses qui travaillent et ont travaillé dur puissent continuer à vivre dignement dans notre pays, sans crouler sous les taxes et les impôts.

Mendicité : Un sparadrap pour contenir l'hémorragie

Vaud veut renforcer sa loi, la mendicité étant devenue extrêmement dérangeante dans la capitale olympique. Les passants se font fréquemment harceler par des consommateurs de drogue ou par des Roms.



Marianne Dind

Juriste, Master en droit, Vice-présidente UDC Riviera

La CourEDH a reconnu que la mendicité ne peut pas être complètement in-

terdite mais laisserait la possibilité de l'encadrer dans les lieux publics. L'interdiction resterait aisément contournable. Cependant, il serait désormais possible d'amender les personnes qui se prêtent à ces activités, par exemple dans les transports publics et à proximité immédiate de certains lieux. Toutefois, cette mesure floue n'aura certainement que peu d'impact. Les ressortissants de l'UE, tels que les Roms, pour obtenir un permis de séjour, devraient démontrer des ressources financières suffisantes au sens

de l'art. 24 par. 1 annexe I ALCP ou exercer un emploi. Le groupe précité ne semble pas inquiété, au contraire des travailleurs temporaires de l'UE qui doivent, eux, respecter une présence maximale de 90 jours par année. En sus, des ressortissants de l'UE, même bénéficiant d'un permis C, peuvent être renvoyés s'ils émargent à l'aide sociale au sens de l'art. 63 al. 1 let. c LEI. Ainsi, les autorités tolérant la présence illégale des mendiants étrangers créent visiblement une inégalité au sens de l'art. 8 CEDH.

Contre l'éco-désobéissance, rétablissons l'ordre !

Depuis peu, une nouvelle mode s'installe dans notre quotidien. Il s'agit de désobéir à la loi sous prétexte que l'on s'oppose à la politique menée par la majorité. Au-delà de l'absurde, les conséquences juridiques et politiques sont dangereuses.



Dylan Karlen

Âgé de 39 ans, Dylan Karlen est Conseiller communal à Villeneuve. Municipal de police de 2016 à 2021 et Député au Grand Conseil de 2020 à 2022, il a notamment présidé la Commission d'enquête parlementaire sur l'Hôpital Riviera-Chablais. Il est président-fondateur de l'UDC Villeneuve et de l'UDC Chablais.

En premier lieu, l'éco-désobéissance engendre des conséquences pour autrui : blocage des routes, atteinte à la propriété, pollution visuelle, etc. Ensuite, le laxisme de la justice couplé à une large légitimation de ces actes par les acteurs de gauche, médias inclus,

permettent d'immuniser les éco-délinquants contre toute forme de sanction. La conséquence juridique n'est

pas négligeable de par la jurisprudence qui en découlera.

Nous devons protéger notre ordre public d'une forme de banalisation de ces sabotages antidémocratiques et notre ordre juridique de la mise en place progressive – par la faiblesse des partis du centre – d'une contamination « climatique », permettant de traiter de manière liberticide, confiscatoire et répressive tous les aspects de notre vie quotidienne, sous prétexte d'une « urgence » climatique devenue « permanente ». L'ordre seul peut garantir notre liberté. Rétablissons les deux !

Réintroduction du loup : un échec prévisible !

Cela fait plus de dix ans que les loups ont été réintroduits en Suisse mais c'est en 2019 qu'une première meute a été officiellement constatée dans le Jura vaudois, or à ce jour déjà quatre meutes sont répertoriées entre Vallorbe et St-Cergue.



Maurice Treboux

Agriculteur et fromager d'alpage, Député

Le retour du loup est une mesure de biodiversité soutenue par la Confédé-

ration et par des mouvements plus idéologiques qu'écologiques, mais depuis le départ, les conséquences de cette démarche n'ont jamais été pratiquement évaluées, le cadre légal n'est toujours pas adapté et les coûts de protection des troupeaux largement sous-estimés !

Cette approche hasardeuse nous a conduit droit dans l'impasse : pas de possibilité de réguler par quota le nombre de meutes, pas de régulation immédiate après une attaque (comme le pratiquent nos pays voisins) et sur-

tout pas de perspective rassurante quant à l'avenir d'une exploitation efficace des alpages vaudois. La cohabitation avec le loup est impossible tant qu'il n'aura pas de prédateur, une coexistence pourrait être envisagée pour autant que le loup craigne l'homme !

Depuis le début, notre parti s'est positionné clairement sur cette problématique et va continuer à exiger une pesée rationnelle des intérêts entre la biodiversité, les troupeaux et les promeneurs du Jura vaudois.

Les régions périphériques ne doivent plus être les oubliées de Berne

Dans les petits villages suisses, comme le mien, nous ressentons souvent un profond sentiment d'abandon par le gouvernement.



Olivier Guichard

Agriculteur engagé, Olivier est un homme d'action qui met sa passion au service de sa communauté. Ancien membre de la municipalité d'Orzens et ancien président du séchoir d'Orbe.

Nos villages, qui sont souvent éloignés des centres urbains et de l'administration, sont souvent négligés par les politiciens à Berne. Il est temps que cela change.

Nos régions périphériques jouent pourtant un rôle crucial dans la prospérité de notre pays. L'agriculture, par exemple, est l'une des principales activités économiques de ces régions. Il est essentiel que Berne prenne des mesures pour soutenir et valoriser notre agriculture locale.

En outre, les régions périphériques sont souvent dépourvues d'infrastructures de qualité, notam-

ment en termes de transports et d'administration. Cela limite les opportunités économiques et éducatives pour les habitants de ces régions.

De plus, il est important de prendre en compte les besoins des personnes âgées dans les régions périphériques. Les centres pour personnes âgées sont souvent concentrés dans les zones urbaines, laissant nos aînés isolés et privés d'un accès facile aux soins et aux activités sociales.

Il est temps que Berne cesse d'ignorer les régions périphériques. Nous sommes des acteurs essentiels de l'économie, de la culture et de l'identité suisses.

Le chaos de l'immigration

L'immigration n'est pas toujours choisie, néanmoins, que l'on m'explique pourquoi une majorité de requérants sont jeunes et masculins.



Pierre-Yves Rapaz

Municipal, paysan-vigneron 56 ans

Quelques fois il s'agit d'une population qui a eu les moyens de fuir et à laquelle il faut expliquer que demander l'asile alors que l'on a une belle et grosse voiture n'est pas très logique.

Comme cette population qui vient du territoire du continent africain, ce

sont presque exclusivement des jeunes migrants célibataires. Le continent africain n'a-t-il plus de familles avec enfants en danger dans les zones de conflits ?

Le chaos qui demeure aujourd'hui fait que nous faisons un amalgame entre toute cette population, la Suisse ne peut pas recevoir et s'occuper de toute la misère du monde.

Lors de la votation Schengen l'on émettait des doutes sur l'application de ces mesures et aujourd'hui nous sommes obligés de constater que cela ne fonctionne pas et donc le chaos s'installe.

Nous devons mettre des règles claires et s'y tenir, malheureusement certaines et certains aiment bien le chaos. Ce chaos est au détriment de celles et ceux qui ont vraiment besoin de notre aide.



La Suisse subit la plus forte explosion démographique de son histoire. En 2023, la Suisse dépassera la barre des 9 millions d'habitants.

(Copyright: UDC Suisse)

Consommer local c'est convivial

Favoriser l'économie locale et circulaire en réponse à la mondialisation des biens de consommation courants.



Jean-Bernard Chevalley

Député, Agriculteur/ingénieur agronome HES, Vice-président COGES

La fuite en avant d'une consommation de produits aux provenances toujours plus éloignées de leur lieu d'utilisation est un non-sens économique et écologique. La perte du savoir-faire, l'énergie grise nécessaire au transport de ces biens de consommation, l'absence de contrôle de qua-

lité de production sont autant de paramètres que nous avons perdus avec la mise en place de la mondialisation à outrance.

Les standards de qualité que nous connaissons chez nous versus la mondialisation en lien avec la recherche du "bon marché à tout prix" est une équation qui ne doit pas avoir lieu dans le secteur de la consommation alimentaire.

Sujet qui m'est cher, c'est avec conviction que je m'engage à défendre la consommation locale pour une économie durable. Le maintien d'un savoir-faire régional et la réduction des transports inutiles favorisent une activité économique dite circulaire tant en terme d'emplois que de consommation. C'est une démarche éconolo-gique de base pour reprendre un principe de l'écriture inclusive.

Protéger les droits démocratiques

La Suisse est l'un des pays au monde qui confèrent le plus de droits démocratiques à chaque citoyen. En particulier le droit de référendum ainsi que l'initiative populaire constituent le fondement de notre démocratie directe.



Florence Sager-Koenig

Mariée et mère de trois enfants. Elle travaille en tant qu'avocate au barreau depuis 2010. Elle est membre du comité directeur de Pro Suisse et du comité d'initiative de l'initiative sur la neutralité.

Aujourd'hui, nos droits démocratiques sont menacés à différents niveaux.

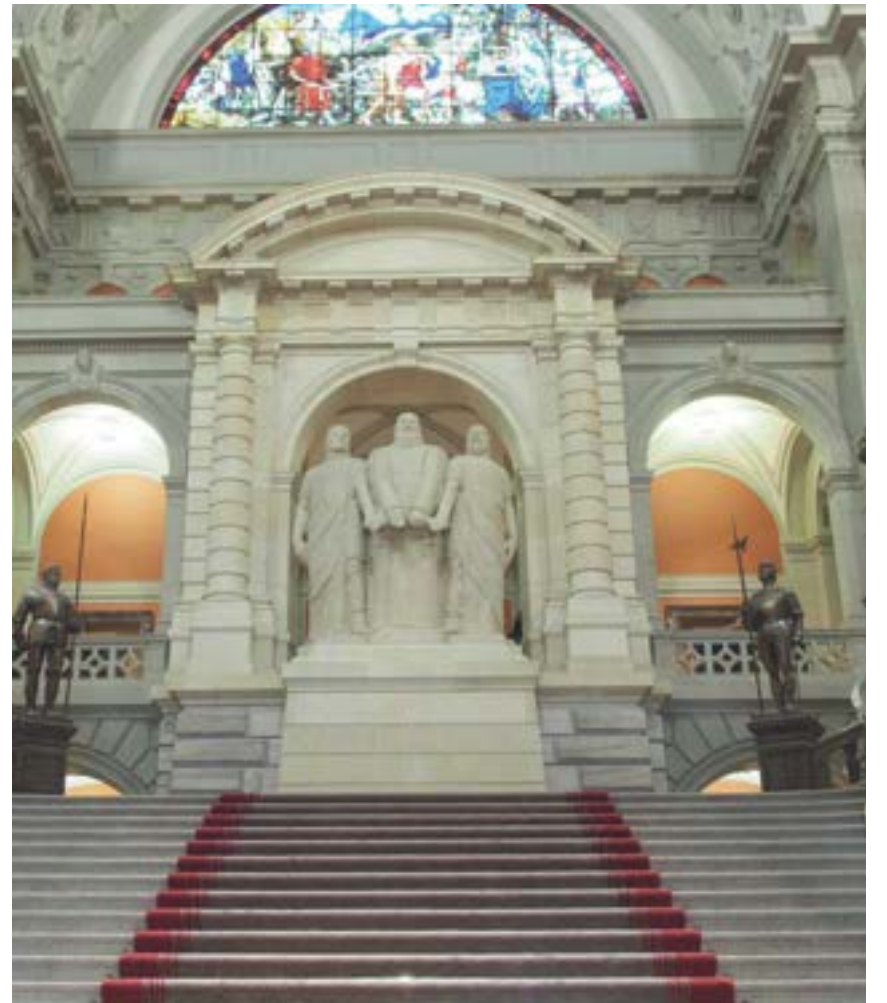
Une partie de la classe politique persiste à vouloir s'approcher « institutionnellement » de l'Union européenne alors même que la reprise automatique du droit de l'UE pourrait supprimer le droit de référendum.

La législation d'urgence, qui autorise le Parlement à faire entrer en force une loi sans attendre le délai référendaire, appliquée de plus en plus souvent par les Chambres, compromet l'efficacité du droit de

référendum et affaiblit la démocratie directe.

Finalement, dans le domaine des traités internationaux, le traité contre les pandémies que l'OMS élabore pourrait sérieusement restreindre notre liberté, notamment vaccinale, ainsi que la souveraineté de la Suisse en matière de santé publique.

L'UDC s'engage afin que nos droits politiques, ancrés dans la Constitution fédérale et qui sont l'expression de notre volonté de liberté, soient efficaces autant et aussi longtemps que les citoyens suisses le voudront.



Au cœur du Palais fédéral, la statue des trois Confédérés du Grütli rappelle aux élus qui se rendent dans ces lieux que notre pays a été fondé par des communautés désireuses d'assumer leur destin démocratiquement et librement. (Copyright: UDC Suisse)

Une agriculture productrice et locale

Dire OUI à une agriculture productrice, locale, de qualité et respectueuse de l'environnement est un enjeu majeur, dans le but de garantir un auto-provisionnement minimum de notre pays.



Jean-François Thuillard

Domicilié à Froideville où il exerce la profession de maître-agriculteur, il est marié et a 3 enfants adultes et 1 petite-fille. Municipal en 2002 et Syndic en 2016. Député au Grand Conseil vaudois dès 2012, 1^{er} Vice-Président le 1^{er} juillet 2023.

produits de qualité, de proximité, ceci tout en respectant notre environnement et notre terre que l'on nous prête pour quelques dizaines d'années; alors prenons-en soin !

Gardons la main sur nos produits

Les différentes crises ou menaces de pénuries énergétiques, que nous venons de subir, doivent nous rendre attentifs au fait qu'une crise alimentaire n'est pas du tout impossible et nous nous devons de tout mettre en œuvre afin de garantir à notre population une alimentation saine et de qualité en suffisance.

Notre taux d'approvisionnement ne cesse de diminuer et nous devons être sur nos gardes afin de ne pas tomber sous le seuil des 50% actuels, ce qui signifie que nous nous alimentons un jour sur deux avec des produits issus de l'importation.

Nos écoles forment une future génération d'agriculteurs et d'agricultrices motivés à répondre à l'enjeu qui est de nourrir notre population avec des



En Suisse, les terres cultivables sont de moins en moins nombreuses. Le Conseil fédéral prévoit même la suppression de 10'000 hectares à la biodiversité alors que nous sommes toujours plus nombreux à vivre en Suisse. (Copyright: Jean-François Thuillard)

Halte aux chicanes contre les automobilistes

Comme candidat d'une région rurale, je défends des modes de transports adaptés aux réalités locales. Oui à l'innovation, non à l'obscurantisme anti-voiture !



Sylvain Freymond

Agriculteur et père de famille, Sylvain Freymond est député depuis 2017. Très investi dans le milieu associatif, il intervient régulièrement au Grand Conseil pour défendre le monde agricole. Il s'est récemment engagé pour favoriser le transport de céréales par le train et la remise en état de routes secondaires.

Trop souvent, un consensus semble s'imposer dans les débats sur la mobilité : les automobilistes, pour certains, seraient d'affreux pollueurs réfractaires à l'usage des transports publics ou du vélo. De cette criminali-

sation découlent des taxes contre lesquelles l'UDC est seule à s'opposer,

comme celle qui touche les huiles minérales.

Résidant à Montricher, je combats ces préjugés. Qu'on le veuille ou non, l'usage d'une voiture reste indispensable lorsque l'on vit dans une région périphérique. Est-ce à dire que je m'oppose au rail ? Aucunement ! Favoriser le développement de l'axe Lausanne-Genève, de même que les travaux au niveau la gare de la capitale vaudoise, figure même parmi mes priorités. Cessons la guerre de la mobilité, pour garder notre précieux lien ville-campagne.

Pour une culture sans idéologie

Un fossé semble s'être créé entre nos traditions et les aspirations des professionnels de la culture élitiste. L'UDC est là pour le combler.



Alain Cornamusaz

Agriculteur à Trey. Depuis 2005, il a repris l'exploitation de l'alpage du Temeley, au-dessus de Leysin. Au bénéfice d'un riche parcours associatif, il a présidé la Fédération Vaudoise des Jeunesses Campagnardes et l'association des maîtres agriculteurs de la Suisse romande.

Avez-vous déjà remarqué que les événements culturels qui se vantent sans cesse de leur « inclusivité » ne séduisent souvent qu'un entre-soi ? De toute évidence, dans les grandes villes roses-vertes, un monde fantasmagorique semble s'être mis en place avec l'argent

du contribuable sans réellement répondre aux attentes des classes plus populaires.

Une tradition qui rassemble

A l'UDC, nous préférons les traditions rassembleuses et conviviales : giron,

rencontres de chanteurs, de tir, Abbayes... Tous ces événements, et bien d'autres, ont ceci en commun qu'ils réunissent des personnes de tous les horizons et renforcent la cohésion sociale, sans avoir besoin de les mettre en avant.

Ces événements villageois où tout un chacun a mis la main à la pâte, ne servent ni à diviser ni à détériorer ou encore à insulter les forces de l'ordre.

En tant que candidat UDC, je suis fier de défendre une culture authentique, des traditions vivantes, fédératrices et non des événements qui divisent.



Votez pour vos candidats UDC au Conseil national



Sortant

Michaël Buffat
1979 | Vuarrens
Conseiller national,
membre de la Commis-
sion de l'économie et des
redevances, conseiller
financier indépendant



Sortant

Jacques Nicolet
1965 | Lignerolle
Agriculteur, conseiller
national, membre de la
Commission des finan-
ces, président ASSAF
Suisse



Yvan Pahud
1980 | Sainte-Croix
Député, vice-syndic,
président groupe UDC,
entrepreneur forestier



Sylvain Freymond
1984 | Montricher
Député, vice-président
groupe UDC, agriculteur



Emmylou Ziehli-Maillard
1998 | Oron
Planificatrice opé-
rationnelle, anc. présidente
du Conseil communal,
présidente JUDC Vaud



Philippe Jobin
1968 | Echichens
Député, syndic, vice-
président de l'Union des
communes vaudoises



Fabrice Moscheni
1967 | Lausanne
Député, ingénieur EPFL,
chef d'entreprise, anc.
président UDC Vaud,
conseiller communal



Florence Sager-König
1982 | Genolier
Avocate au barreau,
membre du comité
directeur Pro Suisse



Jean-François Thuillard
1965 | Froideville
Député, vice-président
Grand-Conseil, syndic,
maître agriculteur



Dylan Karlen
1984 | Villeneuve
Publicitaire, conseiller
communal, président
UDC Chablais



Marianne Dind
1991 | Montreux
Juriste, Master en droit,
vice-présidente UDC
Riviera



Alain Cornamusaz
1965 | Trey
Député,
maître-agriculteur,
indépendant, en couple



Jean-Bernard Chevalley
1973 | Puidoux
Député, agriculteur/in-
génieur agronome HES,
vice-président COGES



Marco Carenza
1996 | Nyon
Avocat, conseiller com-
munal, anc. président du
Conseil communal



Pierre-Yves Rapaz
1967 | Bex
Maître-agriculteur,
vigneron, municipal,
3 enfants



Pierre-André Pernoud
1956 | Gollion
Député, syndic,
agriculteur, viticulteur,
alias Asterix



Maurice Treboux
1963 | Bassins
Député,
maître-agriculteur



Eric Bonjour
1973 | Epesses
Chef d'entreprise, éco-
nomiste, officer



Olivier Guichard
1958 | Orzens
Agriculteur

Pour un avenir sûr et libre.

Chaque voix compte !

udc-vaud.ch



Votre liberté, notre priorité !

Liberté de se déplacer, de penser, de se chauffer, de se vacciner ou de manger de la viande : voici quelques exemples de libertés que les Jeunes UDC Vaud défendront afin que les Suisses restent libres.



Joël Oguey, Vice-président des Jeunes UDC Vaud, Lausanne

Pour ce faire, les 19 candidats de la liste présentent un programme varié et cohérent. Ils défendront la neutralité et l'indépendance de notre pays, qui n'ont que rarement été autant remises en question par les pressions constantes de la gauche et des pays

voisins. Pourtant, notre sécurité et notre prospérité sont les fruits incontestables d'une politique de neutralité cohérente et de notre autonomie face à l'UE. En outre, ils se battent pour limiter l'immigration et favoriser l'intégration des étrangers.

Nos candidats s'engageront aussi aux côtés de la réalité plutôt que du wokisme. Notre histoire, nos coutumes, la valeur du travail, l'importance de la famille et des rôles de père et mère, le respect des forces de l'ordre et la condamnation de la désobéissance civile sont toutes des fondations sans lesquelles la Suisse ne serait pas celle qu'on connaît aujourd'hui. Nous refuserons les dérives d'un faux féminisme anticapita-

liste et anarchiste qui ne prône plus que la haine de l'homme.

Finalement, la préservation d'un approvisionnement énergétique sûr et abordable est essentielle aux yeux des Jeunes UDC. Ils s'engagent à promouvoir une diversité des modes de production d'énergie incluant notamment le nucléaire et l'hydraulique, s'opposer à l'abandon des carburants fossiles en l'absence d'une alternative fiable et à soutenir l'interconnexion des réseaux énergétiques ainsi que le développement de l'efficacité des énergies utilisées.

Ensemble, nous saurons défendre nos libertés !

Voici les trois priorités des Jeunes UDC Vaud :

Neutralité et indépendance

La neutralité de la Suisse a rarement été autant remise en question par les pressions constantes de la gauche et des pays voisins. La sécurité et la prospérité de la Suisse est pourtant le fruit incontestable d'une politique de neutralité et de choix stratégiques en matière d'indépendance face à l'UE.

Stop Wokisme !

Notre histoire, nos coutumes, l'importance de la famille, du travail et le respect des forces de l'ordre sont toutes des fondations sans lesquelles la Suisse ne serait pas celle qu'on connaît aujourd'hui. Et pourtant, l'UDC est le seul parti à défendre toutes ces valeurs qui sont le gage de notre confort, de notre prospérité et de notre liberté.

Sécurité énergétique

La population suisse a besoin de suffisamment d'énergie à un prix abordable. L'UDC est le seul parti qui prône une stratégie énergétique durable basée sur la diversité des modes de productions et sur la souveraineté énergétique.

Les candidats des Jeunes UDC Vaud au Conseil national

Depuis 2011, les Jeunes UDC Vaud présentent à chaque élection au Conseil national une liste complète de 19 candidats qui s'engage au Conseil national pour leur avenir dans une Suisse sûre, prospère et libre. Soutenez les candidats des Jeunes UDC.



Yohan Ziehli
1993 | Oron
Juriste groupe parl.
UDC Suisse, spec. droit
institutionnel, vice-prés.
UDC Vaud



Joël Oguey
1999 | Lausanne
Vice-président JUDC VD,
chrétien, étudiant en
droit, greffier ad hoc



Kilian Cuche
1994 | Pomy
Municipal, chef d'équipe
cybersécurité à l'armée
suisse



Colin Métraux
1997 | Renens
Spécialiste en restaura-
tion, membre du comité
des Jeunes UDC Vaud



Tomy Murrat
1990 | Lutry
Médecin-dentiste,
biologiste, membre des
Jeunes UDC Vaud



Manoé Peter
2004 | L'Abbaye
Anc. vice-président de la
Commission des jeunes
VD, chrétien, micromé-
canicien



Guillaume Pilloud
1995 | Vevey
Etudiant, enseignant
FLE, président du
Conseil communal
2022-2023



Lucas Pisano
1992 | Lausanne
Pompier, collaborateur
auprès de la Romande
Energie



Florian Probst
1998 | Moudon
Etudiant, conseiller com-
munal, secrétaire UDC
Broye-Vully



Loïc Weston
1995 | Assens
Etudiant en médecine à
Lausanne, membre des
jeunes UDC Vaud



Romain Boquillon
1994 | Le Mont-sur-Lsne
Ingénieur en microtech-
niques, entrepreneur,
père de famille



Sébastien Chièze
1992 | Eclépens
Enseignant, écrivain et
éditeur



Moïn Danai
1996 | Vevey
Etudiant en cybersécuri-
té, astronome amateur



Daniel Esfeld
2004 | St-Sulpice
Etudiant en informa-
tique à l'EPFZ



Nicolas Fardel
1993 | La Tour-de-Peilz
Conseiller communal,
comptable, membre des
JUDC Vaud



Joey Fares
2003 | Blonay-St-Légier
Conseiller communal,
étudiant en droit



Antoine Hurni
2003 | Lausanne
Apprenti en cuisine,
membre des Jeunes
UDC Vaud



Elouan Indermühle
1997 | Lausanne
Etudiant science-po,
ancien président UDC
Lausanne, conseiller
Communal



Lucas Fatton
1993 | Gollion
Chef circulation des
trains, trésorier des
Jeunes UDC Vaud

Liberté et Mobilité : deux mots forts pour un seul objectif



Pierre-Alain Favrod
1973 | Noville
Député, agriculteur,
municipal, 4 fils



José Durussel
1962 | Rovray
Député, agriculteur



Philippe Liniger
1950 | Prévonloup
Député honoraire,
maître-agriculteur, api-
culteur, municipal



Cédric Weissert
1984 | Ecublens
Député, cadre bancaire
resp. région Morges, Vice-
président UDC Vaud



Yann Glayre
1988 | Epalinges
Député, conseiller com-
munal, informaticien



Nicolas Bolay
1984 | Genolier
Député, agriculteur,
marié, 3 enfants,
pompier volontaire



Fabrice Tanner
1976 | Cronay
Député, syndic, vice-
président UDC Yvonand-
Menthue, agriculteur



Stéphane Jordan
1969 | Rueyres
Député, syndic,
agriculteur



Denis Dumartheray
1962 | Gilly
Député, syndic,
mécanicien sur avions



Romain Belotti
1974 | Blonay-St-Légier
Député, entrepreneur,
marié, 2 enfants



Floriane Gonet
1982 | Vuarrens
Secrétaire cantonale UDC
Vaud, vice-présidente
Femmes UDC romandes



Didier Fattebert
1971 | Maraçon
Chef de l'unité agricole,
commune de Lausanne,
syndic



Jean-Louis Grivet
1944 | Etagnières
Ancien municipal,
retraité



Vladimir Novak
1989 | Belmont-s/Lsne
Délégué QSSE, sapeur-
pompier, conseiller
communal



Jessica Witzig
1993 | Froideville
Conseillère communale,
factrice, comité UDC
Gros-de-Vaud



Claude Reymond
1971 | Le Chenit
Conseiller communal,
vice-président UDC
Vallée-de-Joux



Patrick Sonnay
1995 | Belmont-s/Lsne
Conseiller financier
indépendant, capitaine
à l'armée, conseiller
communal



Pascal Gafner
1983 | Yverdon-les-Bains
Conseiller communal,
entrepreneur



Patrick Messeiller
1970 | Orny
Consultant,
maître-agriculteur

UDC Liberté et Mobilité, c'est quoi ?

Pour faire la différence le 22 octobre, nos 19 candidates et candidats aux profils variés et venant de chaque région du canton sont prêts à défendre nos intérêts communs.



Floriane Gonet, Secrétaire cantonale
de l'UDC Vaud, Vuarrens

Les candidats de la liste UDC Liberté et Mobilité représentent toutes les régions du canton et tous les milieux professionnels. Des profils différents, qui nous rassemblent. C'est avec détermination que nous nous engageons pour défendre le pouvoir d'achat, redonner aux citoyennes et citoyens les moyens de vivre correctement grâce à leur revenu. Cette liberté est indispensable à l'équilibre de notre société. Chaque personne

qui se lève le matin pour travailler dur doit vivre correctement du fruit de son labeur.

Qui dit liberté, dit mobilité

Chaque citoyenne et citoyen doit pouvoir se déplacer et être autonome. Il est nécessaire de trouver des compromis qui respectent le climat et qui ne péjorent pas les habitants des régions rurales. Pour ces derniers, l'utilisation d'une voiture est

souvent indispensable pour se rendre au travail et pour assurer les déplacements du quotidien. Pour l'UDC, il est exclu de les stigmatiser ou de les défavoriser. Les transports en commun doivent également être renforcés. Il suffit de regarder aux heures de pointe pour comprendre que l'offre ne répond pas toujours à la demande. Les candidats UDC refusent les privations et dictats de la gauche. La liberté et la mobilité sont

deux thèmes forts portés par les 19 candidats de cette liste.

Le 22 octobre, faisons la différence ! Votons pour une des listes UDC, l'une OU l'autre. Soutenons les candidats de notre région, donnons notre voix à des personnes qui partagent nos valeurs et nos préoccupations !

Pour un avenir sûr et libre. Votez UDC !

Partout en Suisse, l'UDC s'engage pour des valeurs fortes et immuables qui font sa marque de fabrique depuis des décennies. Notre parti s'engage en particulier pour garantir la sécurité de l'approvisionnement, lutter contre l'implosion de la société, défendre notre indépendance, préserver notre pouvoir d'achat et valoriser la culture suisse. Découvrez nos thèmes et votez pour les candidats UDC le 22 octobre prochain.

« La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » L'article 2 de la Constitution fédérale expose le but de notre pays. La protection de la liberté, les droits du peuple, l'indépendance et la sécurité sont des pierres angulaires et des tâches centrales de l'État. Or, celles-ci sont de plus en plus menacées. La gauche, les Verts et même le centre tentent de détruire notre pays avec leur politique de redistribution désastreuse : ils plongent les citoyens dans l'insécurité et ruinent la prospérité. Ils nous mènent d'une crise à l'autre. Voilà pourquoi il faut enfin redresser la barre et retrouver un cap vers plus de liberté, plus de sécurité et plus de prospérité.

La liberté est dans l'ADN de notre pays. En 1291, Uri, Schwyz et Unterwald se sont détachés des Habsbourg dans le cadre de leur propre alliance et ont juré de s'aider mutuellement. C'est ainsi qu'ont été posés les jalons de notre pays et de notre liberté. Dans le Pacte fédéral de 1291, la sécurité est, aux côtés de la liberté, l'élément central. Nos ancêtres le savaient déjà : seul celui qui a des principes clairs et qui protège son pays et ses habitants peut être libre.

Depuis sa création, l'UDC se bat pour la liberté et la sécurité de la Suisse et de ses citoyens. C'est notre objectif central et la mission essentielle de notre État. Seul celui qui garantit ces deux aspects peut protéger les droits du



peuple et l'indépendance. Ces deux piliers sont aussi la base de notre prospérité. L'UDC s'engage pour tous les ci-

toyens et garantit à notre pays un avenir sûr et libre.

Garantir la sécurité de l'approvisionnement

Il est essentiel de mettre en place de bonnes conditions-cadres afin de garantir l'approvisionnement alimentaire et énergétique en quantité suffisante et à des prix abordables. Lors de la pandémie de Covid-19, il est apparu clairement que chaque pays prend avant tout soin de ses propres intérêts. Ce que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes, nous devons l'acquérir à l'étranger, dans des conditions plus ou moins difficiles. Il est donc essentiel que la Suisse réduise autant que possible sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, notamment en termes d'approvisionnement en électricité, en énergie, en denrées alimentaires, en médicaments et en biens de première nécessité. L'UDC s'engage pour que le taux d'autosuffisance alimentaire de la Suisse soit augmenté, ce qui signifie qu'il ne faut pas construire ou renaturer davantage de terres cultivables. L'UDC est également favorable à un approvisionnement électrique indigène, composé d'énergie hydraulique, nucléaire et de nouvelles énergies renouvelables.

Lutter contre l'implosion de la société

L'afflux de personnes dans notre pays

devient de plus en plus inquiétant. En 2022, 240'000 personnes auront immigré dans notre pays, ce qui équivaut au nombre d'habitants des villes de Berne (134'000) et de Lucerne (82'000) réunies, en une année seulement ! Tous ces gens ont besoin de nos infrastructures, comme les routes, les logements, les hôpitaux ou les écoles. Ils ont be-

d'habitants (nous en comptons déjà 9 millions). Notre société est au bord de l'effondrement dans de nombreux domaines ; notre pays est petit et limité. Les transports sont de plus en plus congestionnés, les routes sont surchargées. Dans les écoles, de moins en moins d'élèves parlent le français (ou le dialecte, en Suisse alémanique). Des



soin d'énergie et d'électricité, ainsi que de nourriture. Si l'immigration incontrôlée se poursuit ainsi, nous aurons, d'ici quelques années, 10 millions

immigrés soignent des immigrés dans les hôpitaux. L'espace est de plus en plus restreint partout. L'UDC exige un coup de frein sec et immédiat de



l'immigration de masse et que l'immigration illégale, par le biais de l'asile, soit stoppée.

Défendre notre indépendance

L'indépendance, l'autodétermination et la liberté de notre pays sont des piliers essentiels de notre prospérité. Tout autour de nous, l'inflation et l'insécurité sont élevées. Grâce à la non-appartenance de la Suisse à l'Union européenne (UE), notre pays se porte mieux. Nous pouvons encore décider de beaucoup de choses par nous-mêmes. Mais différentes forces veulent pousser la Suisse dans l'UE et veulent que notre pays s'assujettisse toujours davantage au droit international. L'UDC s'y oppose de toutes ses forces. Nous défendons la neutralité armée perpétuelle de notre pays. Nous nous engageons à ce que la Suisse entretienne des relations amicales, d'égal à égal, avec tous les pays et qu'elle ne se laisse pas enfermer dans une alliance. L'UDC s'engage pour qu'en Suisse s'applique le droit suisse et non le droit international. L'UDC s'engage pour que le peuple ait le dernier mot.

Préserver la liberté et le pouvoir d'achat

La prospérité se mesure à la somme qu'il reste dans le portemonnaie des gens à la fin du mois. Celui qui se lève chaque matin pour aller travailler doit être récompensé. Il est inacceptable que de plus en plus de personnes dans notre pays ne veuillent plus travailler et profitent de la vie aux frais du contribuable. En raison d'une politique énergétique ratée, d'une redistribution toujours plus grande, de profiteurs de nos œuvres sociales, de nouvelles réglementations, d'impôts et de taxes, notre prospérité et notre liberté s'amenuisent. Les prix augmentent, les familles, la classe moyenne, les artisans et les retraités voient leur pouvoir d'achat se réduire à la fin de chaque mois. L'UDC s'engage pour la baisse des impôts, des taxes et des redevan-

ces. L'UDC s'oppose aux prescriptions et interdictions de la gauche rose-verte dans les domaines de l'alimentation, de la culture, de la langue, de la consommation d'énergie, des moyens de transport ou de la santé. Nous prenons au sérieux les citoyens en tant qu'individus raisonnés. Des personnes qui agissent de manière responsable pour leur propre bien, mais aussi pour celui de la société. Pour cela, il n'y a besoin ni de rééducation, ni de redistribution par l'État.

Préserver l'identité suisse

Une immigration toujours plus importante dans notre pays engendre sa

transformation. Notre culture, mais aussi nos valeurs se perdent. Alors qu'il y a quelques années, une classe d'école comptait encore un ou deux enfants d'origine étrangère, il faut désormais chercher dans de nombreuses classes les élèves qui sont encore suisses. Pour que nous ne devenions pas toujours plus étrangers dans notre propre pays, il faut enfin freiner l'immigration. Nous devons remettre au centre de nos préoccupations nos valeurs, notre culture, notre démocratie directe, notre fédéralisme et notre bénévolat. Dans notre pays, il est de bon ton de respecter les règles en vigueur. La liberté d'expression et la to-

lérance d'opinions différentes doivent être défendues avec toute la vigueur possible. L'UDC est attachée aux valeurs et aux traditions de la Suisse. L'UDC s'engage pour le maintien des droits populaires et du fédéralisme, qui sont autant de piliers importants de la prospérité et du succès de la Suisse. L'UDC s'oppose résolument à l'émergence d'une société « woke »,

dans laquelle une petite minorité veut déterminer comment la majorité doit se comporter. Pour nous, les thèmes importants sont au centre de nos préoccupations : la liberté et la sécurité. Pour nos concitoyens, pour notre pays.

Pour un avenir sûr et libre. Pour nous. Pour la Suisse.



Pour un avenir sûr et libre.

Votez UDC !



Voici comment voter pour l'UDC dans le canton de Vaud



1.

Ouvrez l'enveloppe où vous trouverez :

1. le bulletin électoral pour le Conseil des États
2. les bulletins électoraux pour le Conseil national
3. la carte d'électeur



2.

Le bulletin électoral pour le **Conseil des États** :

Cochez **Pascal Broulis** et **Michaël Buffat** puis placez la liste dans l'enveloppe de vote.

3.

Placez la **liste UDC** dans l'enveloppe de vote pour le **Conseil national**.

4.

La carte d'électeur que vous **signez** en ajoutant votre **date de naissance**.

5.

Placez le tout dans l'enveloppe à fenêtre et postez-la **avant le mardi 17 octobre 2023**.

ATTENTION

A l'étape 3 ci-dessus, ne placez **qu'une seule liste UDC au Conseil national** dans l'enveloppe (UDC Vaud ou Jeunes UDC Vaud ou UDC Liberté et Mobilité) et **en aucun cas** plusieurs listes sous peine de nullité de votre vote.

PASCAL BROULIS

MICHAËL BUFFAT

AU CONSEIL DES ÉTATS - 22 OCTOBRE 2023

NOS 3 PRIORITÉS POUR UN CANTON FORT À BERNE

Attention image inversée

1. PLUS DE POUVOIR D'ACHAT

- Valoriser une économie dynamique, innovante et formatrice apte à renforcer le pouvoir d'achat de la population et à garantir la prospérité de la Suisse.
- Renforcer les conditions-cadres pour permettre le développement des PME, des artisans, des indépendants et des agriculteurs et une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et privée.
- Réduire les taxes fédérales et restreindre les entraves bureaucratiques pour construire plus de nouveaux logements et créer plus d'entreprises.

2. PLUS DE SÉCURITÉ

- Garantir la sûreté et la stabilité de la Suisse, notamment en renforçant la sécurité alimentaire, l'armée et les moyens de cyberdéfense.
- Garantir une sécurité et une flexibilité en matière de prévoyance sociale, basé sur les trois piliers et admettant des mécanismes de compensation à la retraite pour les parents qui ont travaillé à temps partiel.
- Assurer un approvisionnement énergétique sûr et abordable par l'extension des infrastructures (rehaussement de barrages, solaires, hydrauliques etc.) et investir dans le développement des possibilités de stockage.

3. PLUS D'INNOVATION

- Améliorer l'efficacité des infrastructures routières et ferroviaires en Suisse romande.
- Investir dans les EPF et la formation professionnelle et continue.
- Numériser le domaine de la santé pour freiner l'explosion des coûts tout en garantissant le libre choix du médecin.

ALLIANCE-VAUDOISE.CH